



Kurdistan irakien : les enjeux d'un référendum

Laurent Perpigna Iban

15 septembre 2017

Texte inédit pour le site de Ballast

Le 7 juin 2017, plusieurs partis kurdes d'Irak annonçaient la tenue en grande pompe d'un référendum d'indépendance le 25 septembre prochain. Le Kurdistan irakien, territoire déjà de facto autonome, entend ainsi profiter du recul significatif de l'organisation État islamique sur le territoire irakien pour entamer un processus de sécession. Un projet que le Gouvernement du Kurdistan irakien, le GRK, avait temporairement mis de côté depuis 2014, afin de mobiliser toutes ses ressources contre la menace djihadiste. Si les dynamiques kurdes en Turquie et au Rojava s'opposent à la construction de nouveaux « États-nations » au profit d'une solution confédéraliste, le processus en cours en Irak vise, lui, à construire un État souverain, qui se soustrairait au fédéralisme irakien... ≡ Par Laurent Perpigna Iban



Depuis cette annonce, les chancelleries s'agitent. L'année 2018 risque bien de marquer le point de départ d'une reconstruction de la région, ainsi que de dessiner de nouvelles alliances stratégiques. Le Kurdistan irakien, appelé *Djebel* par les populations arabes il y a plusieurs siècles, compte aujourd'hui plus de 5,3 millions d'habitants, repartis au sein de plusieurs gouvernorats. La région est riche et prospère, au cœur d'un Irak déchiré et qui ne parvient plus à dessiner ses espoirs de paix. La question de sa partition est désormais inévitable, tant la société irakienne s'est militarisée, voire milicisée, ces dernières années. Le GRK, créé en 1992 et officiellement reconnu dans la constitution irakienne depuis 1995, a toujours considéré ce statut d'autonomie comme une étape dans la construction de sa nation. [Massoud Barzani](#), président du gouvernement régional du Kurdistan et chef du [Parti démocratique du Kurdistan](#) (PDK), est l'architecte de ce référendum d'autodétermination. Il est également le symbole d'un Kurdistan plus désuni que jamais.

Divisions kurdes

« La question de sa partition est désormais inévitable, tant la société irakienne s'est militarisée, voire milicisée, ces dernières années. »

La situation politique et économique dans la région reste très confuse. Malgré les énormes richesses que possède le sud Kurdistan, les disparités économiques n'ont fait

que s'accroître ces dernières années — au point de déstabiliser l'autorité du président du gouvernement régional. Ainsi, le gouvernorat de Souleymanieh, deuxième ville de la région au sud-est d'Erbil, reste le terrain opérationnel de Jalal Talabani et de l'UPK¹ qui dirige cette zone géographique d'une main de maître. Adel Bakawan, chercheur en sociologie politique, résume la situation : « *L'échec politique du GRK est flagrant : le Parlement est fermé, les ministres du Parti pour le Changement Gorran ont été renvoyés... Politiquement et administrativement, le Kurdistan est désormais coupé en deux. Par exemple, Barzani lui-même ne peut pas envoyer de policiers sur les terres de l'UPK...* »

Les désaccords entre ces deux partis historiques ont entraîné une milicisation du champ politique. Ainsi, seulement 27 % des [Peshmergas](#) dépendent aujourd'hui du GRK ; les troupes restantes étant des forces appartenant aux différents partis, qui ne sont pas parvenus à nationaliser leurs forces militaires. La richesse des familles Talabani et Barzani a également créé d'importantes frustrations au sein de la société civile. Le parti Gorran en est directement issu. Créé en 2009 sur fond de crise sociale, ses membres revendiquaient la démission de Massoud Barzani. Suite à de violentes manifestations en 2015, ils ont été accusés « *d'inciter à la haine et la violence*² », et leurs ministres ont dû quitter la région. Pourtant, la réduction des écarts entre les différents groupes sociaux était une promesse du GRK. « *Un fonctionnaire kurde doit travailler 347 ans pour obtenir l'équivalent des revenus d'une année pour une personne de la haute société. Le GRK est donc en situation échec : même la description de ce qu'on l'appelle en sciences politiques l'État fragile ne peut pas s'appliquer au GRK ; il n'est ni un État, ni une partie d'un État* », résume Adel Bakawan.



Masoud Barzani (DR)

Alors pourquoi préparer ce référendum maintenant, alors que le Kurdistan paraît si divisé



? Le représentant du GRK en France, Ali Dolamari, est clair : « *Ce référendum aurait pu, et aurait dû se tenir en 2014, avant l'arrivée de Daech dans la région. Mais cette menace a changé nos priorités. Aujourd'hui, Daech est éloigné du Kurdistan, ce qui nous emmène à penser que le moment opportun est arrivé. Et il n'y pas d'autres solutions pour nous, le modèle de système fédéral construit avec Bagdad a clairement échoué.* » Ce référendum est plébiscité conjointement par le PDK et par son principal rival, l'UPK. A contrario, les partis Gorran et Komel se sont positionnés contre sa tenue. Abdulstar Macid, ministre de l'Agriculture du gouvernement kurde et membre du parti Komel, témoigne des raisons de l'opposition de son parti : « *Nous ne pensons pas que ce référendum intervienne au bon moment. Nous avons beaucoup d'autres problématiques qu'il nous faut résoudre impérativement, comme la question du Parlement qui a été fermé. C'est un préalable à ce référendum : le Parlement doit être rouvert et actif. Les profonds désaccords entre les partis politiques se répercutent sur la population et la divise. Ces divisions sont graves.* »

« Depuis l'annonce de ce référendum, la communauté internationale s'affole. L'Iran et la Turquie se sont immédiatement positionnés contre la tenue de cette consultation. »

Du côté du GRK, on juge que ces arguments ne sont que des « prétextes » infondés. « *Si ce n'est pas le bon moment, alors quand est-ce que ce le sera ? Aujourd'hui, la communauté internationale soutient les Kurdes ; nous ne savons pas si nous aurons une autre opportunité* », tranche Ali Dolamari. Abdulstar Macid pointe du doigt la responsabilité des politiciens de tous bords, et prône une alliance politique représentative : « *Le peuple kurde s'inquiète de cela, il est fatigué des règles imposées par le gouvernement. Personne n'est opposé à l'indépendance. Cette idée ne déplaît à personne. Ce à quoi s'oppose le peuple kurde, c'est l'appauvrissement, l'injustice, la corruption, les profondes inégalités entre les riches et les pauvres. Les gens sont fatigués du gouvernement actuel, qui, lui, n'accepte pas du tout cette idée.* » Massoud Barzani, qui a achevé son mandat depuis longtemps (le Parlement a refusé de le renouveler en 2015, sa présence à la tête du GRK a été prorogée par le conseil consultatif) a annoncé que ni lui, ni un des membres de sa famille ne seraient candidats aux élections présidentielles et législatives de novembre. Pour Adel Bakawan, la décision de la tenue de ce référendum est également motivée par le contexte politique intérieur, puisqu'en se positionnant comme l'architecte de ce référendum, Barzani « *organise son sauvetage politique, et cherche une grande sortie à l'impasse dans laquelle il se trouve* ».

Enjeux internationaux

Depuis l'annonce de ce référendum, la communauté internationale s'affole. L'Iran et la Turquie se sont immédiatement positionnés contre la tenue de cette consultation. Le risque pour ces deux pays de voir leurs minorités kurdes agitées par une indépendance proclamée dans une des quatre parties du Kurdistan est réel. La question devient d'autant plus brûlante que ces deux pays sont les principaux partenaires économiques d'Erbil, et qu'un embargo asphyxierait durablement le gouvernement du GRK. On estime actuellement à 15 milliards de dollars les échanges avec Ankara, et à 7 ceux avec Téhéran. Alors, comment expliquer, malgré les menaces proférées par les dirigeants de ces deux pays, le maintien de ce référendum ? Malgré les apparences, les situations turques et iraniennes sont très différentes. En ce qui concerne un possible embrasement de la situation avec Téhéran, les élites de l'UPK et du PDK ont une lecture assez lucide de la situation : dans le contexte actuel, des actions de coercition menées par la République islamique seraient une véritable déclaration de guerre aux États-Unis, qui semblent, malgré les efforts du gouvernement Rohani, arc-boutés dans une diabolisation de l'Iran qui paraît sans fin. Un conflit ouvert irano-américain est donc une option assez peu probable, qui plus est pour un sujet qui ne concerne directement aucun des deux pays.



Combattant peshmerga sur le Mont Zardak, près de Mossoul en Irak, le 4 juin 2016 (AFP/Archives)

Si l'Iran demeure farouchement opposé à un État kurde, la question de la Turquie est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Pour Adel Bakawan, la situation est claire : « *La question prioritaire pour les Turcs, c'est la protection de leur sécurité nationale et de leur territoire. Un État kurde au sein de l'actuel Irak peut donner à Ankara la garantie d'une protection de ses frontières et sa sécurité. Et ces garanties, Erbil les donne déjà depuis un certain nombre d'années. Un nouvel État kurde serait donc presque une colonie de la*



Turquie. » Un État kurde indépendant pourrait aussi limiter l'hégémonie iranienne dans la région ; une idée qui est loin de déplaire aux Turcs. Du côté du GRK, on vente les rapports cordiaux entretenus avec le régime de Recep Tayyip Erdoğan : « *Il y a un peu plus de 10 ans, des centaines de soldats turcs étaient positionnés sur la frontière, prêts à attaquer le Kurdistan. Aujourd'hui, nous avons de bonnes relations, car nous leur avons prouvé que nous étions un facteur de paix, de dialogue, et de prospérité dans la région. Nous ne sommes pas une menace, ni pour l'Iran, ni pour la Turquie* », commente le représentant du GRK en France.

« Israël entretient discrètement, depuis les années 1960, des relations économiques avec les Kurdes, qu'ils considèrent comme un vecteur de déstabilisation du monde arabe. »

Cette prise de risque semble donc très mesurée, d'autant plus que l'indépendance du Kurdistan irakien ne s'inscrirait absolument pas dans une dynamique pan-kurde, ni même dans un prolongement idéologique de la révolution en cours à l'ouest et au nord. Du côté du PKK turc et du PYD syrien, on regarde ces événements avec inquiétude : le PDK pourrait bien négocier un accord de non-agression avec la Turquie, en contrepartie d'un accroissement de l'aide logistique apportée par Erbil à Ankara sur l'épineuse question des bases arrière du PKK installées au Kurdistan irakien. Situées au cœur des montagnes de Qandil, ces bases sont au centre des préoccupations d'Erdoğan depuis longtemps : elles constituent pour lui un facteur de déstabilisation difficilement contrôlable. Cette zone géographique, qui s'était convertie en terrain opérationnel des combattants du PKK à la faveur du chaos de la guerre Iran-Irak et de la guerre civile kurde, se retrouverait alors dans l'œil du cyclone. L'annonce a fait grand bruit : Israël a apporté son soutien à l'indépendance du Kurdistan irakien, d'abord *via* sa ministre de la Justice Ayelet Shaked, puis quelques heures plus tard *via* Benjamin Netanyahu. « *Israël et les pays de l'ouest s'intéressent beaucoup à l'établissement de l'État du Kurdistan. Je pense que le temps est venu pour les États-Unis de soutenir ce processus* », a ainsi déclaré la ministre israélienne lundi 11 septembre, à l'occasion d'une conférence contre le terrorisme. Israël entretient discrètement, depuis les années 1960, des relations économiques avec les Kurdes, qu'ils considèrent comme un vecteur de déstabilisation du monde arabe.

La création d'un État kurde en Irak serait largement profitable à l'État hébreu — d'une part car le Kurdistan possède des ressources qui manquent cruellement à Israël ; d'autre part car ce nouvel État pourrait devenir un appui de taille dans un Moyen-Orient qui lui est hostile. La situation géographique du Kurdistan, et sa proximité avec l'Iran, est

également stratégique pour les Israéliens ; en revanche, cela n'est absolument pas gage de stabilité pour la région. À la différence des Israéliens, les États-Unis ne soutiennent pas officiellement l'émergence d'une nouvelle nation, mais leur discours a évolué : s'ils étaient clairement opposés à l'indépendance du Kurdistan jusqu'alors, ils ont entamé une médiation avec Erbil pour repousser cette consultation, considérant que ce référendum n'intervenait pas au bon moment. Selon eux, le processus d'autodétermination pourrait nuire à l'efficacité de la lutte contre l'État islamique, qui reste la priorité absolue.



Civil irakien fuyant Mossoul (AhulBayt News Agency, Abna)

Bagdad, principal risque d'embrasement ?

L'instabilité irakienne a fini par convaincre le gouvernement de Massoud Barzani d'accélérer le processus de séparation, comme l'argumente Ali Dolamari : « *Depuis 1923, et la création de l'Irak, nous sommes en désaccord avec Bagdad. Jusqu'à maintenant, ils ne nous ont jamais donné nos droits.* » Et même si de 1991 à 2003 le Kurdistan était presque indépendant, la situation s'est compliquée ces quinze dernières années : « *En 2003, les Kurdes sont retournés vers Bagdad pour participer à la création d'un Irak fédéral, pluraliste, démocratique et respectueux des minorités. Malheureusement, cela s'est soldé par un échec. Aujourd'hui, ce sont les chiites qui ne respectent ni la constitution, ni le droit des Kurdes. Ainsi, négocier serait une perte de temps.* » Les puissantes milices chiites pourraient bien être le principal risque pour les Kurdes. Ces dernières ont largement participé au recul de l'État islamique, avec une force militaire de près de 150 000 hommes armés. « *Il n'y a aucune garantie que lorsque la guerre militaire sera achevée face à l'État islamique, ces forces n'attaqueront pas le Kurdistan irakien, avec ou sans l'accord du gouvernement* », constate Adel Bakawan. Ces



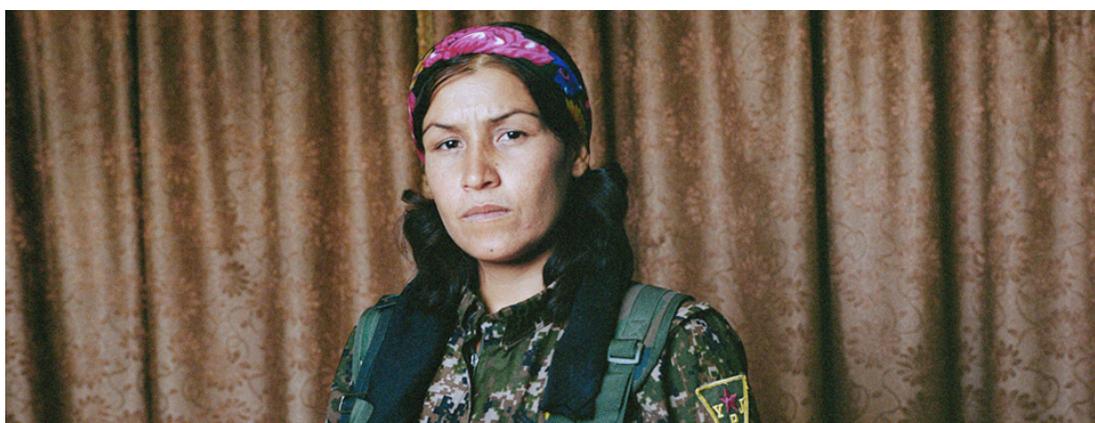
milices chiïtes ont de plus joué un rôle déterminant en faveur du GRK, puisqu'elles ont largement contribué à sauver Erbil des griffes de l'État islamique en 2014, alors que les forces des Peshmergas étaient acculées. Haïder al-Abadi, qui est à la tête du gouvernement irakien depuis la chute de Nouri al-Maliki, n'est pas en position de force, à une année des élections. La situation politique en Irak va évoluer dans les mois qui viennent. Seule certitude, en proclamant son indépendance, le Kurdistan se protégerait aussi des possibles dérives d'un État irakien qui chercherait à imposer sa domination sur les territoires sunnites et kurdes dans les mois ou années à venir. Les nombreux points de frictions sont illustrés par la tenue du référendum dans les zones que se disputent le GRK et l'État irakien. Le désaccord est également sémantique : le GRK parle de zones *détachées*, quand le gouvernement irakien parle de zones *disputées*.

« Depuis 2014, les Peshmergas ont libéré près de 30 000 mètres carrés de terres occupées par l'État islamique, occasionnant de lourdes pertes chez les forces kurdes. »

Depuis 2014, les Peshmergas ont libéré près de 30 000 mètres carrés de terres occupées par l'État islamique, occasionnant de lourdes pertes chez les forces kurdes. « *La question du territoire est pour moi beaucoup plus importante que la question du pétrole ou des ressources énergétiques. Barzani considère qu'après avoir donné plus de 1 731 martyrs pour récupérer ces zones-là, il est impossible de les restituer une nouvelle fois au gouvernement de Bagdad* », affirme Adel Bakawan. Ces zones sont « *historiquement et géographiquement kurdes* » pour le représentant du GRK en France. Au cœur du différend entre Bagdad et Erbil, l'article 140³ de la constitution irakienne : « *Nous voulions trouver une solution avec l'article 140 de la constitution irakienne, qui promettait de trouver une issue au statut de ces zones avant 2007. Cet article n'ayant pas été appliqué, maintenant nous souhaitons donner le choix aux populations. Le référendum se tiendra sur ces zones, et c'est la population elle-même qui décidera de son futur* », argumente Ali Dolamari. Épicentre des tensions diplomatiques entre Bagdad et Erbil, la ville de Kirkouk, qui possède les secondes réserves pétrolières d'Irak, verra elle aussi le référendum se tenir ce 25 septembre. Souvent qualifiée de « Jérusalem kurde », cette ville de 1,6 millions d'habitants à majorité kurde possède d'importantes minorités arabes et turkmènes. C'est un carrefour des mondes kurdes, arabes et perses, qui abrite d'importantes communautés sunnites, chiïtes et chrétiennes.

Si le gouvernorat de Kirkouk relève officiellement de l'autorité de l'État central, les forces kurdes en ont l'entière gestion depuis le retrait de forces irakiennes en déroute face à la progression de l'État islamique en juin 2014. Cependant, ce sont bien les milices chiïtes

qui ont pris possession du Sud de la province. Sans surprise, le 12 septembre, le Parlement irakien votait contre la tenue de ce référendum. Salim Al-Joubouri, le chef du Parlement, a appuyé cette décision qui vise à maintenir « *l'unité du territoire et du peuple irakien* ». La balle est désormais dans le camp du premier ministre Haider al-Abadi, qui devra « *prendre toutes les mesures pour protéger l'unité de l'Irak et entamer un dialogue sérieux* » avec les kurdes. Ce même jour, Massoud Barzani était à Kirkouk, où il tenait un discours très fédérateur, déclarant vouloir « *faire de la ville un exemple de coexistence, où chacun aurait ses droits* ».



Combattante kurde du Rojava, par Sonja Hamad (« Women, Life, Freedom »)

Perspectives

Si la région du Kurdistan venait à faire sécession, les sunnites deviendraient largement minoritaires en Irak, puisqu'ils ne représenteraient guère plus de 20 % de la population totale. Dans le contexte actuel, face à l'émergence de milices chiites toujours plus puissantes, la population sunnite d'Irak deviendrait une cible. C'est bien là tout le drame d'un pays qui, depuis le 20 mars 2003 et l'invasion américaine, n'arrive pas à se sortir de la spirale de la violence. Les systèmes d'oppressions et de dominations d'hier ont entraîné ceux d'aujourd'hui. Et ces derniers risquent fort de préparer un terrain fertile pour ceux de demain. Si le Kurdistan venait à faire sécession, la partition de l'actuel État irakien en trois territoires bien distincts (un État chiite, un état sunnite, et un État kurde) deviendrait un scénario plausible. L'issue du référendum ne laisse que peu de doutes : le « oui » devrait l'emporter largement. La suite des événements est plus incertaine. « *Nous allons négocier avec Bagdad pour nous séparer pacifiquement de l'Irak, il n'y a pas d'autres solutions. On ne peut plus vivre avec Bagdad. Nous sommes dans l'impasse* » résume Ali Dolamari. « *Si le "oui" est plébiscité lors du référendum, nous enverrons une*



délégation officielle à Bagdad, afin d'établir un calendrier en vue de séparer pacifiquement le Kurdistan de l'Irak. Si l'État irakien n'accepte pas, les Kurdes seront libres de décider du futur de leur région. Mais nous souhaitons vraiment trouver une solution pacifique, afin que nous soyons de bons voisins. »

Le destin des Kurdes a été scellé au XX^e siècle par les grandes puissances qui ont provoqué sa partition. L'Histoire semble aujourd'hui se répéter. Le rôle de ces dernières, et en particulier des États-Unis va être décisif. L'administration américaine, qui ont totalement perdu pied au Moyen-Orient depuis plusieurs années pourrait bien y trouver son compte, avec une nouvelle nation qui serait favorable à leurs intérêts. Mais, inévitablement, de nouvelles alliances se dessineront, emmenant leur lot d'incertitudes. Quoi qu'il en soit, la question kurde, celle d'Irak, mais également celle de Syrie de Turquie et d'Iran, va être un élément central dans la reconstruction du Moyen-Orient.

-
1. Union patriotique du Kurdistan ; parti issu d'une scission avec le PDK en 1975 après les accords d'Alger. Les deux partis se sont affrontés de 1994 à 1996.[↔]
 2. Déclarations de Mansour Barzani, chef des renseignements de la région autonome et fils du président.[↔]
 3. Ces territoires correspondent historiquement à des régions kurdes arabisées par le régime baasiste. Selon la constitution de 2005, un référendum devait y être mené afin d'évaluer les aspirations de la population. Il n'a jamais eu lieu.[↔]